

**Dossier de préparation khôlle : les stratégies de développement des pays émergents**

**Lundi 29 avril 2019**

Le khôlleur vous demandera de présenter la stratégie de développement d'un des quatre pays émergents suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine. Il vous laissera 5 minutes pour organiser votre propos mais vous n'aurez pas de document. Vous serez également interrogé sur les notions et mécanismes du chapitre.

**LA CHINE**

**Document – La Chine, de la fin de l'empire à l'ère de Mao Zedong**

Un empire sous influence (fin du 19 <sup>ème</sup> à 1949)	La version maoïste du communisme en Chine
<p>Officiellement la Chine n'est pas une colonie mais son pouvoir politique est très fortement encadré par les puissances étrangères, par le jeu de « traités inégaux » signés suite aux défaites essuyées au cours du 19<sup>ème</sup> siècle contre l'empire britannique, la France, l'Allemagne, la Russie et le Japon.</p> <p><b>Manifestations de cette tutelle étrangère</b> : territoires concédés au Japon, suppression des limitations aux IDE dans les ports ouverts de la côte orientale (ouverture forcée). Cette ouverture forcée débouche sur la <b>modernisation et l'urbanisation de certaines zones</b> (Shangai) mais les <b>campagnes</b> demeurent très arriérées et les populations vivent dans une grande précarité. Le développement des zones rurales est limité par des <b>contraintes géographiques</b> (climat) et <b>institutionnelles</b> (surplus des paysans ponctionné par les propriétaires fonciers résidant en ville + pillage par l'armée et brigandage durant les périodes de trouble).</p> <p>L'ouverture chinoise s'accompagne du <b>recul des cultures vivrières</b> au profit de cultures d'exportation ce qui rend encore plus fréquent les <b>épisodes de disette et de famine</b> d'autant plus que <b>l'instabilité politique</b> règne (révolution de 1911 qui a chassé du pouvoir la</p>	<p><b>En 1949, victoire des communistes (Mao Zedong)</b> sur les nationalistes.</p> <p><b>1949-1952 : remise en ordre de l'économie</b> Une réforme agraire est mise en oeuvre pour redresser l'agriculture : expropriation des propriétaires fonciers <b>sans indemnités</b> et redistribution de la terre <b>aux paysans</b> (1/6 ha/paysan). Les fermages disparaissent, la production agricole bondit. <b>Redressement industriel</b> à travers des <b>commandes publiques</b> (pas de modification de la structure de la propriété des entreprises industrielles).</p> <p><b>1953-1957 : collectivisation et planification</b> Dès 1950 planification centralisée qui fait du développement de <b>l'industrie lourde la priorité</b>. Ces lourds investissements sont rendus possible par un <b>prélèvement maximal sur la production agricole et les revenus des ménages</b>. A partir de 1955, <b>collectivisation de l'agriculture</b> (coopératives agricoles) et de <b>l'industrie</b>.</p> <p><b>1958-1961 : l'expérience du « Grand Bond en avant » décidé par Mao Zedong : rattraper l'Angleterre en 15 ans</b> 2<sup>nd</sup> plan qui accentue l'effort d'investissement dans l'industrie (baisse de la consommation par tête). Mouvement de <b>décentralisation</b> et de <b>déspécialisation</b> : création des « <b>communes populaires</b> » (regroupement de plusieurs coopératives qui deviennent les chevilles ouvrières de la nation) et <b>transfert de la responsabilité des entreprises d'Etat aux collectivités locales</b> ce qui crée des <b>unités régionales de production diversifiées</b>. Echec de cette <b>stratégie qui néglige les phénomènes d'économies d'échelle</b>, surestime la <b>qualité des infrastructures de communication</b> et surtout le <b>niveau de capital humain</b> de la population chinoise, ce qui entraîne une chute de la production agricole dès 1959 et une famine (10 à 30 millions de décès).</p> <p><b>1962-1965 : le réajustement</b> Les autorités (Liu Shaoqi – président – <b>Deng Xiaoping</b>) tirent les leçons de l'expérience désastreuses du grand bond en avant et remodelent les communes populaires tout en réduisant leur taille. Les <b>objectifs d'investissement dans l'industrie sont réajustés à la baisse</b> (bulle d'oxygène pour la consommation), <b>retour en arrière sur la collectivisation</b> (ré-autorisation des petits lopins de terres pour les paysans et des marchés agricoles, possibilité pour les paysans de fonder une petite entreprise artisanale afin d'alimenter le marché local tout en étant libres et non contraints par le plan). Forte croissance (16%) et amélioration des conditions de vie de la population</p> <p><b>1966-1976 : la Révolution culturelle</b> Mao Zedong appelle la jeunesse (les gardes rouges) à se soulever contre les cadres, soupçonnés de corruption mais surtout de préparer un retour au capitalisme (Décès en prison de Liu Shaoqi, rééducation forcé de Deng Xiaoping, universités fermées de 1966 à 1972, oppression des intellectuels, déportation, meurtres) =&gt; désorganisation profonde de l'administration, de</p>

famille royale et laissé place à de violents conflits internes	l'éducation et de l'organisation industrielle qui entrave le développement intellectuel et technologique.
--	---

**Document – La Chine à la fin du « règne » de Mao Zedong**

A la fin du règne de Mao, l'économie chinoise reste caractérisée par ses fragilités structurelles. D'un côté l'essor économique dépasse celui de l'Inde ou du Pakistan. En 1978, l'industrie contribue pour près de 50 % au PIB, contre 20 % en 1948. Certaines réussites technologiques sont impressionnantes (accès à l'arme atomique dès 1964). Le système éducatif est généralisé et a permis un net recul de l'analphabétisme. Surtout, la construction d'un système de santé collectif a considérablement amélioré les conditions de vie de la population : en trente ans (1950-1980), le taux de mortalité infantile a été divisé par quatre et l'espérance de vie est passée de 40 à 66 ans. Mais la collectivisation n'a pas allégé pour autant les principales contraintes pesant sur l'économie chinoise. Réduite de 2,5 à 1,5 % par an par les politiques natalistes, la croissance démographique reste tout de même suffisamment importante pour exercer une pression négative sur la progression des niveaux de vie (...). En conséquence, la situation de la population chinoise reste précaire : entre 1957 et 1978, le revenu disponible augmente lentement et inégalement sur le territoire : 1,5 % par an dans les campagnes et 2,5 % par an dans les villes. En 1978, la consommation de céréales, qui constituait plus de 80 % de l'apport calorique journalier moyen, restait inférieure de 3,7 % à celle de 1957. En 1978, la ration alimentaire chinoise tourne autour de 2 000 calories par jour, alors que le niveau nécessaire est estimé à 2 400 calories par les nutritionnistes.

Le volontarisme des autorités pousse à des choix qui s'avèrent peu réalistes. Le plus lourd de conséquences fut celui de sacrifier le développement agricole au profit de la constitution d'un tissu industriel puissant, par le maintien d'un effet de ciseau des prix au bénéfice de l'industrie. Mais d'autres exemples peuvent être cités : le fait de privilégier le développement de l'industrie lourde plutôt que celui de l'industrie de biens de consommation a pesé sur le niveau de vie réel des ménages, même si les statistiques de production montrent une croissance flatteuse. Le désintérêt pour le secteur des services, inscrit dans la doctrine marxiste, a privé les politiques du développement de l'appui du tissu commercial qui animait villes et campagnes dans la Chine précommuniste. De même, la manière dont a été conçu le rééquilibrage de l'économie en faveur des régions centrales est illustratrice de la domination du mot d'ordre mobilisateur sur l'analyse économique : procédant par à-coups, sans réflexion stratégique sur les fondements de l'équilibrage du territoire, les projets se sont succédés, toujours au détriment des zones côtières, sans que les régions centrales, pourtant bénéficiaires de ces implantations industrielles décidées par le pouvoir central, connaissent un essor économique en proportion.

A la mort de Mao, la structure de l'économie chinoise est donc marquée par les discontinuités : aux discontinuités territoriales – la coupure entre la côte l'hinterland ne s'est pas résorbée, les campagnes, qui continuent de rassembler 80 % de la population, ont dans l'ensemble davantage pâti que bénéficié de la croissance des villes – s'ajoutent désormais des déséquilibres issus du modèle de développement adopté : à côté d'une poignée de grandes entreprises industrielles calquées sur le modèle soviétique, qui détiennent un quasi monopole sur leur productions, on compte de très nombreuses petites entreprises, collectives ou publiques. N'ayant pas réellement dépassé le stade artisanal, elles sont sous-équipées et sans perspectives réelles de développement. Au total, à cette époque, la Chine reste l'un des 30 ou 40 pays les plus pauvres du monde, émergeant dans la catégorie des « pays les moins avancés » auprès de la Banque mondiale. Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*, Bréal, 2011 p.61-63

**Document – La Chine ou les nouvelles trente glorieuses (1980-2010)**

De retour au pouvoir au terme d'une véritable renaissance politique, Deng Xiaoping impulse une série de réformes à partir de la fin des années 1970 qui vont modeler le nouveau visage de la Chine et créer une dynamique de croissance qui ne se démentira plus durant les trente années qui vont suivre. Cette croissance rapide et continue, donnera des résultats inédits dans l'histoire de l'humanité : non seulement la transformation d'un des pays les plus misérables de la planète en la deuxième puissance économique mondiale, mais aussi et surtout la sortie de la pauvreté et de la malnutrition de près d'un demi-milliard de chinois en une génération, ce qu'aucun processus de développement économique n'avait jusque là réussi à faire.

Deng Xiaoping lance en 1978 « quatre modernisations » pour faire de la Chine une grande puissance politique, économique et militaire à l'horizon 2000. Les quatre modernisations concernent l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie, et la défense. (...) Malgré la réforme foncière des années 1950, malgré les slogans productivistes des années 1960-1970, la Chine maoïste n'a jamais pu éloigner longtemps des campagnes le spectre de la disette, voire de la famine, tout en occupant plus des deux tiers de sa population active aux travaux des champs. Etouffés par l'administration, sous-équipés, peu formés ou sous-motivés, les paysans restent englués dans des techniques de production qui pour l'essentiel n'ont pas changé depuis l'antiquité. La productivité agricole stagne depuis des lustres (...). Trois raisons fondamentales expliquent cette stagnation. (...) : i) la politique nataliste des années 1950 a contribué à maintenir les campagnes à un niveau de plénitude démographique qui limite nécessairement la croissance du produit par tête ; ii) fidèle à sa doctrine économique, le régime maoïste a constamment privilégié le niveau de vie des villes à celui des campagnes et le développement de l'industrie à celui de l'agriculture. Pour cela, les prix agricoles ont été maintenus à un niveau faible ce qui a permis de limiter les risques de contestation sociale dans les villes et transféré le surplus agricole vers l'industrie où l'on estimait essentiel de maintenir un taux d'accumulation élevé. Mais la conséquence en a été l'impossibilité d'une accumulation dans le secteur agricole, préalable à sa modernisation ; iii) l'agriculture est victime des distorsions génériques de l'économie planifiée : les paysans doivent remettre leur récolte à leur commune rurale dans des quantités et à un prix fixé à l'avance. Cette obligation et garantie de vente, ajoutée à l'absence de rétribution liée à un éventuel surplus, fait que les paysans ne sont pas incités à produire davantage que ce que le plan prévoit. Certains sont même conduits à sous-estimer leur capacité de production, dans la mesure où les objectifs du plan reposent en partie sur les statistiques des productions passées : « mon revenu ne variant pas en fonction de la quantité remise aux autorités, pourquoi devrais-je déclarer que je peux produire plus que ce qui est nécessaire pour satisfaire les autorités locales ?

Les dirigeants chinois sont conscients de ce problème. Mais, du vivant de Mao, celui-ci n'a été traité que de manière idéologique, par des campagnes de mobilisation visant à organiser la surveillance et la sanction des producteurs suspects de « déviance » pour éviter qu'ils ne soustraient au plan une partie de leur production potentielle. Un exemple de ces campagnes est la Révolution culturelle. Les réformateurs vont reléguer ces méthodes au second plan (...) et dégager les paysans de l'emprise des autorités locales et de la planification centralisée. Les structures fondamentales de l'économie agricole sont transformées à la fin des années 1970. (...) Le « système de responsabilité des ménages » consiste à attribuer nommément les terres à des familles en fonction de leur taille. La famille s'engage à (...) livrer des quotas de production prévus par le Plan, mais au-delà de ces montants, toute production ou richesse supplémentaire reste propriété des ménages, qui peut l'écouler sur les marchés locaux. (...) Ainsi se met en place le *Dual Track Regime*, régime dual de régulation agricole, qui crée un marché des produits agricoles décentralisé et libéralisé à côté du système centralisé de planification agricole. Le fonctionnement de ces marchés locaux s'avère progressivement riche de conséquence sur l'ensemble du système agricole chinois : i) les marchés assurent des débouchés pour une augmentation de la production agricole d'ensemble ce qui contribue à limiter les risques de disette par rétention de production de la part des agriculteurs ; ii) ils permettent de récompenser les agriculteurs dont la productivité aura augmenté, en leur assurant des revenus complémentaires par la vente libre de leurs produits ; iii) ils modifient la répartition des revenus entre les villes et les campagnes en fixant localement une partie du surplus agricole, qui peut ainsi être réinvestie sur place ; iv) ils fournissent de précieuses indications aux autorités de la planification sur les raretés relatives et les disparités régionales ; ces informations peuvent être utilisées par les planificateurs pour modifier les objectifs de quantité et de prix pour la saison suivante. Parallèlement, les communautés villageoises sont autorisées à créer de petites entreprises locales indépendantes ou développer les entreprises existantes, dont l'activité accompagne parfois la transformation et la modernisation de l'agriculture – fabrication, commercialisation ou entretien de matériel agricole, production d'engrais ou d'intrants agricoles mais aussi productions textiles, productions manufacturières traditionnelles, etc. Ces « entreprises de bourgs et de villages », spécialisées dans des industries légères et traditionnelles qui incorporent peu de capital et beaucoup de travail, assurent localement une activité, des emplois et une source de revenus pour la main d'œuvre libérée par l'augmentation de la productivité agricole.

Les autorités chinoises ont également reconnu dans la bureaucratie et la centralisation des décisions l'une des causes structurelles de la stagnation de l'économie. Un volet important des réformes de Deng Xiaoping consiste donc à accorder davantage d'autonomie aux entreprises publiques et aux autorités administratives

locales, pour développer l'initiative sur l'ensemble du territoire. Le premier train de mesures consiste à rendre les entreprises publiques détenues par l'Etat ou la province, responsables de leurs résultats : les directeurs d'entreprise peuvent progressivement s'émanciper de la planification centralisée en procédant eux-mêmes à certains choix de gestion pour améliorer l'efficacité de l'organisation et en recueillir une partie des bénéfices, pourvu que les impératifs du plan soient respectés (réforme initialement lancée dans le Sichuan en 1978). Parallèlement, les autorités administratives locales bénéficient d'une nouvelle dévolution de compétence en matière fiscale, qui les intéresse à l'amélioration de l'efficacité des entreprises situées sur leur territoire. (...) A partir de 1985, les entreprises publiques peuvent non seulement fixer leur propres prix, sélectionner leurs fournisseurs, fixer et répartir les salaires de manière autonome, mais également diversifier leur gamme de produit, créer des entreprises conjointes, innover, et s'engager dans de nouvelles activités en fonction de la demande qui leur est adressée.

Ces réformes, qui affaiblissent le pouvoir de régulation du plan, ne peuvent produire tous leurs effets sans la construction concomitante de marchés permettant une confrontation directe entre l'offre et la demande et l'établissement de prix reflétant leurs rapports. C'est chose faite (...) dès la première moitié des années 1980 (...) dans les villes ou provinces, où les entreprises peuvent librement procéder à leurs ventes et leurs achats hors plan. (...) Les réformes s'accompagnent d'une profonde transformation du cadre financier. (...) Un système financier plus complexe est mis en place, articulant une banque centrale, qui détient le monopole de l'émission monétaire et des banques de second rang. (...) Ces transformations permettent de drainer l'épargne qui se développe alors et de l'affecter au financement de l'investissement des entreprises.

La libéralisation des activités rurales, l'augmentation de la productivité agricole, le déploiement des entreprises des bourgs et villages et la restructuration des entreprises publiques ont créé les conditions de développement d'un véritable marché intérieur des biens de consommation courante. Les revenus par tête ont augmenté de plus de 10% durant la phase de décollage (1979-1989) tant dans les villes que dans les campagnes, arrachant plusieurs dizaines de millions de personnes à la pauvreté. La consommation s'est transformée en conséquence, touchant d'abord l'alimentaire (la viande se substitue progressivement aux céréales), puis les biens de consommation non alimentaire. Toutefois, la consommation des ménages chinois est, en proportion du PIB, la plus faible d'Asie (42% au milieu des années 2000). Ils épargnent en effet pour faire face au recul de la protection sociale impliqué par le désengagement de l'Etat. La consommation n'en représente pas moins un volume considérable en valeur absolue, notamment dans les grandes villes. Mais durant toute la période des trente glorieuses de la Chine, elle a été constamment dépassée par l'investissement des entreprises qui apparaît comme le principal moteur de la croissance de la demande intérieure. Représentant entre 30% et 40% du PIB, soit un niveau record en Asie, il a été porté par l'ouverture au reste du monde.

Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*, Bréal, 2011 p.87-98

#### Document – La Chine, investissement et immersion dans l'économie mondiale

L'investissement a d'abord décollé dans les campagnes. (...) Les entreprises de bourgs et de villages représentent au début des années 1990 déjà plus de 50% de la production des secteurs secondaire et tertiaire. A son tour, leur développement a largement contribué à la croissance des ressources des administrations publiques, locales ou nationales, via la fiscalité et les recettes prélevées sur les entreprises. Il a aussi permis d'absorber 80 millions de nouveaux salariés en provenance du monde agricole. Ainsi s'est mise en place une première dynamique de croissance autocalibrée, reposant sur la capacité de développement hors Plan de l'industrie légère. Le deuxième souffle a été donné dans les années 1990 par l'ouverture aux IDE, d'abord fournis par les investisseurs du monde chinois. Dès 1978, la création de « zones économiques spéciales » permet à la Chine d'accueillir des entreprises étrangères en leur proposant des conditions fiscales avantageuses et la possibilité de réaliser des échanges avec le reste du monde. (...) sur la période 1980/2000, les ZES ont affiché une croissance annuelle de plus de 30%. (...) La crise asiatique (1997-98) provoque un nouveau virage pour les investissements en Chine : ce sont les IDE occidentaux qui relayent désormais la croissance de l'accumulation chinoise. Les autorités s'efforcent alors d'occidentaliser le cadre institutionnel des affaires dans les ZES (...) dans la perspective de l'intégration de la Chine à l'OMC. (...) Le commerce extérieur de la Chine reflète cette dynamique d'ouverture : le taux d'ouverture dépasse 60% dans les années 2000, contre 50% pour l'Allemagne ou 17% pour les USA. (...) A la fin des années 2000, la Chine devient la deuxième puissance mondiale en matière

de commerce extérieur. Elle poursuit dans le même temps la diversification de son insertion dans l'économie mondiale en développant ses échanges de services : en 2008, elle atteint le 5<sup>ème</sup> rang mondial.

La croissance de l'épargne intérieure, les excédents commerciaux et l'afflux de capitaux étrangers ont fait de la Chine l'un des principaux pôles financiers de la planète. (...) Cette importante épargne intérieure et la relative faiblesse de la consommation intérieure qui en est le corollaire, expliquent en partie le rythme impressionnant de croissance des réserves de change de la banque populaire de Chine, qui atteignant fin 2010 plus de 30% du total des réserves mondiales en dollars. Ces réserves sont investies dans l'achat de bons du trésor américains, la constitution d'un stock d'or permettant de limiter la dépendance envers la devise américaine, le développement d'un fonds d'investissement stratégique qui permet à l'Etat chinois de bénéficier d'opportunités plus larges de transferts de technologies et d'appuyer sa stratégie de développement industriel et commercial, et dans des prêts bilatéraux qui sont autant de moyens d'accroître et de diversifier son influence économique et diplomatique.

(...) L'émergence de la Chine s'inscrit dans une stratégie de long terme. Les objectifs en ont été fixés par Deng Xiaoping dès 1978. Ils ont servi de fil conducteur à une politique qui s'est toujours caractérisée, sur le terrain, par l'attention portée aux expérimentations locales et une grande faculté d'adaptation. Au contraire du « *Grand bond en avant* » cher à Mao Zedong, la Chine de Deng Xiaoping a procédé en multipliant les petits pas. La trajectoire de la Chine depuis le début des années 1980 est faite d'essais et d'erreurs, de tâtonnements multiples, guidés par des dirigeants dont l'objectif invariable a été d'améliorer les conditions de vie de la population chinoise sans remettre en cause le monopole du Parti. C'est pourtant cette apparente modestie de vue qui a permis d'accomplir durant les « *nouvelles trente glorieuses* » de la Chine les transformations économiques les plus profondes – et les plus rapides – que ce peuple millénaire ait jamais connues.

Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*, Bréal, 2011

#### Document – Le yuan

En contradiction apparente avec sa puissance commerciale, la monnaie chinoise n'est pas encore devenue une référence internationale, pas même au niveau régional, contrairement au yen en son temps. Cette dissymétrie entre la puissance industrielle, commerciale et financière du pays et la modestie de sa monnaie s'explique par les obstacles maintenus par les autorités chinoises à la convertibilité totale du yuan. Le yuan est convertible pour les opérations commerciales, mais fortement réglementé pour les opérations en capital. Si la place financière de Shanghai rivalise désormais en capitalisation boursière avec Tokyo ou Londres, sa réglementation est encore stricte et son internationalisation limitée. De cette façon, la monnaie chinoise et son économie sont protégées des entrées et sorties brutales de capitaux à court terme, parfois purement spéculatives, qui fragilisent les économies émergentes et ont déclenché la crise asiatique de 1997-1998 (dont la Chine a été préservée). Cette absence de convertibilité en capital du yuan permet aussi aux autorités monétaires chinoises de conserver la maîtrise du taux de change de leur monnaie : la Chine a arrimé le yuan au dollar après 1997, alors que la croissance de la production chinoise dépassait celle des Etats-Unis, ce qui a constamment amélioré la compétitivité des exportations chinoises au grand dam de ses partenaires commerciaux occidentaux, qui n'ont pu que constater l'accroissement de leur déficit commercial avec la Chine.

Contrepartie de cette liberté, la monnaie chinoise n'est pas devenue une monnaie de réserve mondiale, mais les autorités chinoises se sont passées jusqu'ici de cet élément de prestige international. En définitive, si les dirigeants affichent depuis 1993 leur volonté de progresser vers la convertibilité du yuan, ils souhaitent avant tout en contrôler les effets sur l'économie nationale et ses échanges extérieurs. Compte tenu du degré de développement encore restreint de son système bancaire privé, la puissance financière de la Chine tient presque entièrement dans les mains de sa banque centrale : la Banque Populaire de Chine.

Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*, Bréal, 2011 p.97-98

#### Synthèse – Les facteurs à l'origine des « nouvelles 30 glorieuses » (Julien Vercueil)

Pour son retour au pouvoir à la fin des années 1970, Deng Xiaoping impulse une série de réformes qui crée une dynamique de croissance sans précédent. Cette croissance a permis de sortir 600 millions de Chinois de la pauvreté et de la malnutrition en moins d'une génération et dans la même période le pays est passé du statut de PMA au statut de 2<sup>ème</sup> puissance économique mondiale.

<b>La Chine ou la stratégie des petits pas : quelle signification ?</b>
<p align="center"><b>Réforme : la transformation des campagnes</b></p> <p>*Faible productivité dans les campagnes pour différentes raisons : i) maintien de prix agricole faible par le plan pour transférer le surplus agricole vers l'industrie ce qui rend impossible l'accumulation de capital dans le secteur ; ii) le plan n'incite pas les agriculteurs à être plus productifs puisque le surplus agricole qu'ils pourraient éventuellement dégager ne leur rapporterait rien ; iii) collectif de travail dans lesquels il étaient impossible de rémunérer les individus en fonction de leur productivité individuelle</p> <p>*Pour stimuler la productivité, différentes réformes sont mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les systèmes de responsabilité des ménages : des terres sont attribuées à des familles qui s'engagent à livrer des quotas. Le surplus par contre leur reviendra. Hausse très forte de la productivité.</li> <li>- Radicalisation de cette mesure avec la mise en place du « <i>dual track regime</i> » qui crée un marché décentralisé et libéralisé à côté du système centralisé et planifié =&gt; hausse productivité et baisse des risques de disette, le surplus agricole bénéficie aux agriculteurs qui peuvent désormais l'investir</li> </ul> <p>*possibilité pour les communautés villageoise de créer des entreprises indépendantes permettant i) d'absorber le surplus de main d'oeuvre généré par les gains de productivité ; ii) d'accompagner la modernisation de l'agriculture</p>
<p align="center"><b>Réforme : la décentralisation administrative et l'autonomie des entreprises publiques</b></p> <p>*Bureaucratie et centralisation des décisions =&gt; cause des faibles performances économiques</p> <p>*Le remède est donc d'accorder davantage d'autonomie aux entreprises publiques et aux autorités administratives locales pour favoriser l'initiative sur tout le territoire</p> <p>*Pour cela, en 1978 les entreprises publiques se voient accordée une certaine liberté dans leurs choix de gestion du moment que les objectifs du plan sont atteints ; Le surplus réalisé revient en partie à l'entreprise publique qui peut l'utiliser pour investir ou pour rémunérer davantage son personnel</p> <p>*Libéralisation de plus en plus poussée des décisions des entreprises publiques (le partage du profit est remplacé par l'impôt ; les subventions par le crédit bancaire ; les entreprises peuvent fixer leurs prix, choisir leurs fournisseurs, fixer les salaires, innover, etc.)</p> <p>*Pour que tout cela fonctionne, nécessité de construire des marchés (notamment des marchés de gros : ce qui est réalisé dès les années 1980)</p>
<p align="center"><b>Réforme : le développement du marché intérieur</b></p> <p>*Les réformes précédentes induisent l'émergence d'un marché des biens de consommation courante (pouvoir d'achat qui permet de diversifier la consommation, baisse de la pauvreté, émergence d'une demande solvable - MAIS demande intérieure surtout portée par l'investissement (forte épargne pour faire face au recul de la protection sociale)</p> <p>*Défi pour la Chine de parvenir à stimuler cette demande intérieure et à réduire l'épargne pour avoir une croissance qui repose moins sur les exportations. (importance dans ce cadre du développement d'un État-providence – système de retraite).</p>
<p align="center"><b>Réforme : l'investissement et l'immersion dans l'économie mondiale</b></p> <p>*Les gains de productivité permettent aux campagnes d'investir dans l'agriculture et dans les entreprises des communautés villageoises ;</p> <p>*2<sup>ème</sup> souffle de l'investissement = IDE entrants dans les ZES (qui ont aussi permis de tester in vitro certaines institutions de l'économie de marché comme les bourses ; le cadre institutionnalisé occidental des affaires =</p>

<p>celui de l'OMC =&gt; d'abord les investissements d'outre-mer de la diaspora chinoise puis après la crise asiatique les IDE occidentaux</p> <p>*Très forte hausse du taux d'ouverture; accroissement important des excédents commerciaux, diversification des exportations, développement des échanges de services...</p>
<p align="center"><b>Réforme : l'insertion dans le système monétaire et financier mondial</b></p> <p>*Très importante épargne intérieure (les petites entreprises privées pour compenser leur difficultés d'accès au crédit; les grandes entreprises publiques performantes parce qu'elles n'ont pas d'actionnaires à rémunérer = 45 % de l'épargne); les APU = 15 % de l'épargne et les ménages (40 % de l'épargne).</p> <p>*Hausse des réserves de changes qui sont investies dans les bons du trésor américain, dans l'or mais aussi dans des fonds d'investissements stratégiques qui permettent de s'approprier des ressources rares, des technologies des savoir faire.</p> <p>*Pour autant le yuan reste une monnaie faible parce que la Chine n'assure pas une convertibilité en capital du yuan (protection contre la mobilité des capitaux: leur entrées et sorties brutales mais aussi façon de garder la maîtrise de son taux de change. Peur des effet pervers sur la stabilité financière et sur ses flux commerciaux</p>

**L'INDE**

**Document – L'Inde de 1857 à 1991**

1857-1947 : l'Inde sous domination britannique	1947-1991 : l'Inde socialiste	
	1947-1980 : l'édification du modèle socialiste indien	1980-1991 : le modèle socialiste indien se fissure
<p>La colonisation de l'Inde par l'empire britannique a certes introduit des infrastructures, une administration et des technologies nouvelles mais son irruption sur le territoire indien a aussi provoqué une <b>déstructuration</b> de l'économie traditionnelle (orientation de l'économie indienne selon les besoins de la métropole), une <b>prolétarianisation</b> de l'artisanat autochtone (concurrence de plus en plus forte de l'industrie textile anglaise) et de forts <b>déséquilibres entre les centres urbains, commerciaux et industriels et les périphéries rurales</b>. Fortes <b>inégalités</b> entre le groupe constitué des propriétaires fonciers, des employés des APU mais aussi des professions libérales et le reste de la population qui est confrontée à la <b>pauvreté absolue</b>.</p>	<p>*Indépendance acquise en 1947: construction d'un modèle singulier alliant <b>libéralisme politique</b> (diversité culturelle, fédéralisme et démocratie) et <b>socialisation des moyens de production</b> (centralisme bureaucratique).</p> <p>*La <b>planification</b> quinquennale est mise en oeuvre des 1951: elle est impérative pour le secteur public, indicative pour le secteur privé (entreprises de petite taille très peu impliquées à l'international). <b>L'industrie privée</b> est toutefois <b>fortement encadrée par l'Etat</b>. Les mines de charbon et une partie du secteur bancaire sont <b>nationalisées</b>. La <b>priorité</b> est accordée <b>au développement de l'industrie lourde</b> sur le modèle soviétique.</p> <p>*Le développement est de nature <b>autocentré</b>: l'Etat met en oeuvre un <b>protectionnisme sélectif</b> pour permettre le développement de l'industrie nationale et <b>limite l'implantation d'entreprises étrangères</b> en ne leur permettant pas d'être majoritaires dans le capital.</p> <p>*L'<b>agriculture</b> reste l'<b>activité économique principale</b> tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle. L'Etat initie sur la période 1965-1975 ce qu'on a appelé la <b>Révolution verte</b> (irrigation, nouvelles semences, engrais et pesticides,</p>	<p>*Les chocs pétroliers des années 1970 ont mis en lumière la <b>dépendance de l'Inde envers les conditions extérieures</b>, jetant le doute sur la théorie de la « <i>self dependance</i> » et laissant apparaître au grand jour les déficiences d'une économie trop longtemps maintenue sous la tutelle sourcilieuse de l'Etat.</p> <p>*1<sup>ères</sup> réformes de <b>libéralisation</b> pour permettre aux entreprises privées de développer leur taille et d'exporter.</p> <p>*<b>Baisse de la fiscalité</b> pour permettre le <b>rapatriement des capitaux expatriés</b>.</p> <p>*<b>Remise en cause des grandes entreprises publiques déficitaires</b> structurellement (567 fermetures entre 1985 et 1989) et mise en place de fonds accordant des <b>prêts bonifiés</b> pour <b>moderniser</b> le secteur textile <b>privé</b>.</p> <p>*Maintien de <b>prix rémunérateurs</b> dans</p>

<p>La forte croissance démographique et la précarité dans l'agriculture engendrent des <b>famines</b> récurrentes (la dernière en 1943 provoqua 4 millions de décès).</p> <p>En 1947, l'Inde représente simplement 4 % du PIB mondial et son revenu/hab seulement 14 % de la moyenne mondiale.</p>	<p>électrification, mécanisation) qui permet une très forte hausse de la production et la hausse des revenus agricoles (mais cet essor est inégalement réparti sur le territoire).</p> <p>*Sur la période 1947-1980, le <b>taux de croissance</b> de l'économie indienne demeure <b>décevant</b> (3,5%/an) ce qui ne permet qu'une très <b>faible progression du revenu/hab</b> de l'ordre de 1 à 2 % par an parce que la croissance démographique est forte.</p> <p>*La faiblesse de la croissance (relativement au Japon, aux 4 dragons ou même au pays développés) est à relier à au moins deux types de raisons</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la <b>trop forte réglementation</b> bureaucratique du secteur privé a limité son développement;</li> <li>- le <b>faible degré d'ouverture</b> a privé le tissu productif de certaines technologies;</li> </ul>	<p>l'agriculture pour générer un surplus permettant de <b>financer la modernisation des exploitations</b>.</p> <p>*Mais toutes ces mesures ont un coût: le <b>déficit budgétaire</b> s'accroît. Ne pouvant pas être financé par création monétaire du fait de l'objectif de lutte contre l'inflation, l'endettement public s'accroît. Le service de la dette devient vite excessif (d'autant plus qu'un nouveau choc pétrolier apparaît en 1990), les réserves de change s'épuisent et l'Inde doit faire face à une <b>crise de paiements</b> qui l'oblige à demander l'<b>aide du FMI</b>.</p>
--	---	---

**Document – L'Inde, Une émergence « à pas comptés » (1991-2010) (Version longue)**

Contrairement à la Chine, l'Inde n'a pas complètement tourné le dos au capitalisme durant la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Mais le socialisme nehruvien qui a marqué cette période a tout de même sévèrement limité la participation de l'économie indienne aux flux d'échanges mondiaux. Autre différence, le mouvement de libéralisation de l'économie indienne a commencé un peu plus tard qu'en Chine: introduites à doses homéopathiques durant les années 1980, les réformes ne prennent leur essor qu'en 1991, dans le contexte d'une crise des paiements extérieurs qui conduit le pays à accepter l'intervention du FMI, catalyseur de l'ouverture du pays à l'économie mondiale. Enfin, les conditions et les ressorts de l'ouverture et de la croissance de l'économie indienne sont différents de ceux de la Chine, avec en particulier un essor spectaculaire de la sous-traitance internationale et de l'exportation de services, principalement informatiques. En définitive, c'est bien une voie originale que l'Inde a explorée depuis le début des années 1990.

**La mise à mort du « License Raj » ou la première phase de l'ouverture (1991-1998)**

A la fin de l'année 1990, l'Inde se trouve plongée pour la première fois dans une crise aigue des paiements extérieurs, qui met à mal la doctrine de l'autosuffisance martelée depuis quarante ans par les autorités. Entre décembre 1989 et juin 1991, quatre premiers ministres se succèdent pour trouver une solution à la dégradation de la situation. La crise puis la guerre du Golfe touchent directement les équilibres extérieurs du pays: la guerre interrompt les importations en provenance d'Irak et du Koweït, qui présentaient l'avantage d'être payables en roupies et constituaient 40 % du total importé. Elle réduit également les transferts en provenance des 1,2 millions d'Indiens vivant dans le Golfe. En juin 1991, les réserves de change ne couvrent plus que deux semaines d'importations. L'Inde est au bord du défaut de paiement sur sa dette extérieure, qui est la troisième plus lourde des pays en développement. Narashima Rao, nouvellement nommé premier ministre, décide de faire appel au FMI pour stabiliser la situation financière à court terme. Il place Manmohan Singh, ancien gouverneur de la banque centrale, au poste de ministre des finances. Celui-ci sera le principal artisan des réformes qui démantèleront peu à peu le système réglementaire qui cadencassait l'économie indienne: plaçant les mesures d'urgence prise à l'été 1991 dans une perspective de longue durée, il reconnaît alors que « c'est le dernier moment pour rendre l'économie plus performante avant que la croissance démographique ne rende la situation intenable ».

En quelques jours, une masse critique de réformes est mise en place, permettant de lancer un mouvement irréversible de démantèlement du « License Raj » hérité de la période nehruvienne. Ce système se caractérisait par l'omniprésence de l'administration dans le contrôle des activités économiques des secteurs privé et public,

notamment par le biais de l'octroi ou du retrait des licences nécessaires aux opérations économiques réglementées.

Le premier domaine concerné est le secteur extérieur : dès juin 1991, les licences autorisant l'importation de matières premières et d'intrants par des entreprises exportatrices sont remplacées par des titres (*Exim scrips*) négociables sur un marché où peuvent intervenir les exportateurs et les firmes opérant sur le marché national. Parallèlement, les droits de douanes frappant les importations sont progressivement réduits : ils sont ramenés de 200 % en 1991 à 40 % en 1995. Les formalités d'enregistrement des investisseurs étrangers sont simplifiées et leur marge de manœuvre élargie : ils peuvent désormais contrôler 51 % du capital d'une entreprise résidente (contre 40 % auparavant), voire 100 % pour des activités exclusivement exportatrices. Pour restaurer la compétitivité de l'économie nationale et stimuler les exportations, la roupie est dévaluée de 25 % et son régime de change libéralisé, progressant vers la convertibilité pour les transactions courantes. Celle-ci est achevée fin mars 1994.

L'industrie nationale est l'autre grand chantier de la libéralisation : le Premier ministre Narashima Rao, qui a conservé en propre le portefeuille de l'industrie, supprime en juillet 1992 le « *License Raj* » sur l'industrie nationale, à l'exception de secteurs liés à la défense nationale et à l'environnement. Les limitations administratives aux activités des grandes entreprises sont elles aussi assouplies. Parallèlement, le financement de la croissance industrielle est stimulé par l'ouverture des marchés financiers – la Bourse de Bombay prend son essor dès 1994 – et l'allègement de la tutelle publique sur le secteur bancaire. En réponse la production industrielle monte en puissance : à partir de 1995, elle enregistre une croissance annuelle de plus de 7 %. Toutefois c'est le secteur des services qui décolle le plus rapidement, avec une croissance annuelle moyenne supérieure à 10 % durant les années 1990.

Les réformes entreprises reçoivent le soutien du FMI et des bailleurs de fonds internationaux, qui accordent près de 10 Milliards de dollars de prêts à l'Inde en 1991-1992. Les réserves de change se reconstituent, passant de 1,1 milliards de dollars mi-1991 à 7,3 milliards fin 1992, puis 18 milliards en 1994. Elles bénéficient après 1992 du redressement des exportations permis par la dévaluation et la suppression des licences, éloignant la menace de nouvelles tensions sur les paiements extérieurs. Pour autant, on ne peut affirmer que le mouvement de libéralisation engagé en juin 1991 ait été particulièrement radical. Contrairement aux souhaits du FMI, les privatisations sont périodiquement ajournées. Elles ne débutent véritablement qu'en 1994 et avancent à un rythme plus lent qu'annoncé. De même, on n'observe pas de programme d'ampleur visant à restructurer les industries publiques, qui constituent pourtant un fardeau important pour le budget fédéral. Seules les subventions aux engrais agricoles sont réduites de manière importante au début des réformes. Le soutien aux entreprises publiques déficitaires reste, quant à lui, substantiel durant toute la période : en 1998, les subventions de tous ordres représentent encore 12 % du PIB. En conséquence, les déficits publics restent importants (8 % du PIB en 1991, 9 % du PIB en 1996), en dépit d'annonces répétées visant à les réduire. (...) Compte tenu du niveau des recettes fiscales, les marges de manœuvre manquent pour financer les investissements en infrastructures dont le pays a besoin. L'inflation, elle aussi visée par les politiques d'ajustement structurel préconisées par le FMI, n'est pas plus annihilée que les déficits : elle reste comprise entre 6,5 et 10 % durant les années 1990.

La réponse des entreprises étrangères aux premières mesures de libéralisation extérieure est prudente : les IDE entrants en Inde ne dépassent pas 500 millions de dollars durant la première année (1991-1992). Ils augmentent progressivement par la suite, pour atteindre 4,9 milliards en 1995-1996 et 5,6 milliards en 1996-1997. Les premiers investisseurs sont les Etats-Unis et les Indiens de la diaspora (l'une des plus importante du monde avec 25 millions de personnes), la Grande Bretagne, le Japon et la Suisse. A partir des années 1995, les autres pays asiatiques (Corée du Sud, Singapour, Taïwan, Hong-Kong) commencent eux-aussi à s'intéresser à l'économie indienne. La stratégie d'urgence qui se dégage des premières réformes du gouvernement Rao (juin 1991) est celle d'une ouverture prudente mais résolue, qui ne se dément pas en dépit de la succession des coalitions au pouvoir et de la vigueur croissante de l'opposition politique. La croissance économique, ralentie à 1,2 % en 1991 sous l'effet de mesures d'austérité budgétaire, redémarre ensuite pour atteindre un taux moyen de 6 % jusqu'en 1997-1998 (...).

Il serait faux d'affirmer que les autorités indiennes, à l'instar d'autres gouvernements placés dans des circonstances semblables, se sont contentées d'appliquer un « paquet » de réformes décidées par le FMI. Le démantèlement du « *License Raj* » était souhaité de longue date par une partie de l'élite nationale, mais aucun

gouvernement n'avait trouvé l'occasion politique de s'y engager fermement. La crise et l'intervention du FMI ont permis à une équipe renouvelée de faire voter et appliquer ces mesures. Il est significatif que les lois correspondantes ont été adoptées par un parlement qui n'était pas acquis à l'exécutif, le parti du Congrès de Narashima Rao y étant minoritaire. Les dirigeants ont ainsi dû composer en permanence avec leurs alliés pour construire les consensus nécessaires à la poursuite des réformes, ce qui en a ralenti le rythme et modifié le contenu, parfois au grand dam des observateurs étrangers. Toutefois le crédit politique de la première équipe au pouvoir (Narashima Rao et Manmohan Singh), important au début des réformes, finit par s'épuiser au milieu des années 1990 sous les coups de la contestation de l'ouverture de l'économie et des effets sociaux des réformes. La politique menée est en effet qualifiée « d'anti-pauvres » par l'opposition, même si, entre 1993 et 1999, près de 100 millions d'Indiens sont extraits de la grande pauvreté, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté passant de 36 % à 26,1 %. La contestation politique tient aussi largement à l'hostilité persistante d'une grande partie de la classe politique, encore imprégnée de l'influence de Nehru, à l'irruption de capitaux et de produits étrangers sur le sol national. Mais la politique des années 1990 bute aussi sur une autre limite : le caractère non prioritaire des investissements en infrastructures de communication, d'éducation et de santé sur l'ensemble du territoire indien, cruellement sous-doté en la matière. La situation est résumée par un jugement d'Amartya Sen (Prix Nobel 1998) : « le plus grand échec de l'Inde est l'inégalité sociale et la négligence totale en matière d'éducation et de soins primaires de santé ».

#### **Après la crise asiatique : le déploiement de l'Inde à l'international (1999-2009)**

La crise asiatique (1997-1998), qui a durement touché l'ensemble du Sud-Est asiatique dont les économies de la première vague d'industrialisation (Corée du Sud, Taïwan et Hong-Kong) épargne l'Inde. Ceci est dû au fait que les réglementations héritées de la période nerhuvienne, qui isolaient le secteur financier indien des mouvements de capitaux internationaux, n'ont pas été démantelé durant la période précédente. Les observateurs qui hier déploraient le manque de courage et l'immobilisme des autorités indiennes face à la nécessité de libéraliser le secteur financier, sont ceux-là mêmes qui, après la crise, louent la sagesse des décideurs, restés insensibles aux sirènes trompeuses de la déréglementation des mouvements de capitaux. En dépit de la succession des équipes au pouvoir (...), l'orientation de la politique d'ouverture n'est pas remise en cause. De nouveaux secteurs sont accessibles aux investisseurs étrangers, tel que celui des assurances en 1999. Les turbulences asiatiques ayant contribué à la poursuite de la dépréciation de la roupie par rapport au dollar, la compétitivité-prix de l'industrie indienne est conservée, ce qui permet de stimuler les exportations. Celles-ci continuent d'augmenter plus rapidement que l'économie nationale (...). Désormais, le dynamisme des petites et moyennes entreprises nationales ne s'expriment plus seulement sur le territoire national, mais gagne aussi l'export : elles réalisent 80 % des exportations nationales, avec des positions particulièrement fortes dans le textile, les pierres précieuses et l'agroalimentaire. Le secteur informatique poursuit son développement exponentiel, affichant en 2001 une croissance de 30 %, indifférent à la crise qui affecte au même moment les valeurs technologiques occidentales après l'éclatement de la « bulle Internet ».

En dépit de la libéralisation engagée depuis 10 ans, les autorités n'abandonnent pas la planification quinquennale. Le dixième plan, qui couvre la période 2002-2007, fixe des objectifs de croissance renouvelés et rééquilibrés en direction du développement social. Le plan vise un taux annuel de croissance économique de 8 %, avec l'objectif de créer 50 millions d'emplois et de réduire de 5% le taux de pauvreté absolue. Plusieurs fois retardé pour des raisons politiques, le programme de privatisations est relancé, couplé à une politique plus active en matière d'attraction des investissements étrangers. Ces objectifs seront atteints, voire pour certains dépassés : portée par le développement des services et de l'industrie et soutenue par le dynamisme de l'agriculture que de bonnes conditions climatiques ont favorisé, la croissance économique atteint 8,8 % en moyenne sur la période 2003-2008. L'économie continue de s'ouvrir, le commerce extérieur poursuivant sa progression à un rythme proche de 15 % par an. (...) Certains secteurs brillent particulièrement ; en rythme annuel, les exportations de logiciels connaissent une pointe de croissance à 100 % en 2003. En 2005, 44 % de la sous-traitance logicielle mondiale est réalisée en Inde, générant 1,5 millions d'emplois directs et 2,7 millions d'emplois indirects sur le territoire national.

Corrélativement, les IDE entrants accélèrent leur progression et commencent à se diversifier : alors qu'ils étaient surtout concentrés sur la sous-traitance informatique dans les années 1990, ils touchent désormais l'ensemble des secteurs industriels, de l'industrie lourde à la production de biens de consommation en passant par la distribution ou les services. Le montant des IDE reçus atteint 19,7 milliards d'euros sur l'exercice fiscal

2009-2010. L'Inde n'est pas seulement envisagée comme une plateforme de production à faible coût mais devient un marché à part entière au potentiel prometteur. La politique d'attractivité des investissements étrangers se poursuit : en 2008, les autorités dévoilent un projet de création de 237 zones économiques spéciales (ZES) sur le modèle chinois, destinées aux entreprises étrangères désireuses de limiter les contraintes administratives sur leurs activités. Si ce projet se développe dans des conditions institutionnelles appropriées, le rythme de croissance des IDE entrants devrait s'accroître et le commerce extérieur serait stimulé en retour. D'ores et déjà, les échanges extérieurs ont permis d'accumuler plus de 270 milliards d'euros de réserves de change en 2010, malgré la persistance du déficit commercial.

Sur la décennie écoulée, la politique conjoncturelle paraît relativement contrastée : l'inflation est ramenée à un niveau modéré – 3 à 5 % dans les années 2003-2006 –, ce qui permet à la banque centrale d'abaisser ses taux directeurs, soutenant ainsi la demande intérieure. Du côté budgétaire en revanche le déficit public reste élevé, dépassant régulièrement 10 % du PIB. La dette publique ne peut donc pas être résorbée et représente encore 80 % du PIB en fin de période, ce qui pèse sur les finances publiques et le risque pays.

En deux décennies, l'Inde s'est profondément transformée et sa contribution à l'économie mondiale a été démultipliée. Elle assure désormais plus de 1 % du commerce mondial et 2,5 % des échanges mondiaux de services. Son PIB la place dans les 12 premières économies du monde au taux de change courant. La structure de son activité a aussi changé : le secteur des services représente désormais plus de 55 % du PIB et l'industrie plus de 25 %, alors que l'agriculture, qui fait vivre près des deux tiers de la population, n'y contribue plus que pour moins de 20 % contre plus de 50 % au début des années 1990. L'ouverture s'est aussi traduite par l'essor de champions industriels multinationaux d'origine indienne : Bharat Forge, Bajaj, Mahindra ou Tata motors (véhicules et équipementiers), Birla (mines), Tata steel, Tisco et Mittal (Acier), TCS, Infosys, Wipro, Satyam, Reliance et HCL (technologies de l'information), Cipla, Ranbaxy et Dr Reddy's (pharmacie) ont étendu leurs ramifications en Asie, voire pour certains sur plusieurs continents.

Mais la trajectoire d'émergence indienne présente surtout des caractères singuliers : son ouverture à l'extérieur, pour rapide qu'elle ait été, n'est pas réductible au modèle de croissance extravertie des NPI d'Asie. Le taux d'ouverture de l'Inde reste en 2010 largement inférieur à celui de la Chine. Le marché intérieur demeure le principal moteur de la croissance indienne, ce qui lui a permis de ne pas trop pâtir de la crise mondiale de 2009. Par ailleurs, tout comme la Chine, l'Inde a soigneusement distingué son ouverture commerciale, de l'ouverture financière : la première a été mise en en sorte d'attirer produits, technologies et capitaux étrangers tout en libéralisant l'initiative nationale pour permettre aux entreprises indiennes qui le pouvaient de participer au mouvement d'*off-shoring*, en particulier sur les services informatiques ; la deuxième moins marquée, les restrictions sur les mouvements de capitaux demeurant en place, même si la convertibilité de la roupie est plus large que celle du yuan et si les bourses indiennes ont connu un essor sans précédent, dont une partie est d'origine spéculative.

Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*, Bréal, 2011 p.98-107

#### Synthèse – L'Inde : une émergence à pas comptés

	1991-1998		1999-2009	
	Mesures	Écart par rapport au consensus de Washington	Mesures	Écart par rapport au consensus de Washington
<b>Libéralisation externe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>*Baisse des droits de douane</li> <li>*Allègement des contraintes à l'M</li> <li>*Simplification et facilitation des IDE entrants (contrôle jusqu'à 51% du K)</li> <li>*Libéralisation du régime de change : libre convertibilité pour les opérations courantes</li> </ul>	Pas de liberté de circulation des capitaux qui restent réglementés	<ul style="list-style-type: none"> <li>*Extension des secteurs accessibles aux IDE (assurance) en 99</li> <li>*Politique d'attractivité des IDE (ZES)</li> </ul>	
<b>Libéralisation interne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>*Assouplissement des différentes limitations administratives sur les entreprises</li> <li>*Ouverture des marchés financiers</li> <li>*Allègement tutelle publique sur système bancaire</li> </ul>	Privatisations reportées et lentes	*Programme de privatisation relancé	Planification quinquennale conservée
<b>Stabilisation macroéco</b>	Dévaluation pour stimuler les exportations	Pas de forte baisse des subventions (12% du PIB) forts déficits publics + inflation)		Faible inflation de 3% mais déficit budgétaire 10% et dette publique : 80%
<b>Résultats</b>	Hausse progressive des IDE entrants et reprise de la croissance (6% en 97-98). Baisse prononcée de la pauvreté. Mais politique perçue comme étant anti-pauvres Sous investissement dans les infrastructures de santé, d'éducation et de communication => inégalités sociales fortes		Inde pas touchée par la crise asiatique (réglementation des mouvements de capitaux) ; forte croissance ; dynamisme des X ; dynamisme des petites entreprises à l'X ; diversification de l'économie ; accueil d'IDE (transferts de technologie, contribution aux exportations) ; hausse parts services (surtout) et industrie dans PIB ; dynamisme des FTN indiennes	
<b>L'Inde : une émergence « à pas comptés » : quelle signification ?</b>				
<b>En quoi la stratégie indienne est-elle différente de celle des autres NPI asiatiques ?</b> Croissance basée fortement sur marché intérieur, taux d'ouverture plus faible ; soigneuse distinction de l'ouverture commerciale et de l'ouverture financière				

LA RUSSIE

Document - L'expérience soviétique en Russie et en URSS : de son édification à sa dislocation (1917-1991)

De la révolution bolchevique à la socialisation de l'économie (1917- WW2)	Planification et croissance : l'âge d'or de l'expérience soviétique	Ralentissement de la croissance et blocages inhérents à la planification soviétique (1960-1985)	La Perestroïka ou la décomposition accélérée du système soviétique (1986-1991)
<p>*En février 1917, le régime tsariste est renversé et, en octobre de cette même année, Lénine installe un gouvernement bolchevique qui entame la collectivisation de l'économie en déposant les propriétaires privés des moyens de production, en abolissant la propriété foncière sans indemnité, en plaçant les usines sous le contrôle des conseils (soviet) ouvriers, en nationalisant les banques, en confisquant l'or et en annulant les emprunts contractés par le gouvernement impérial.</p> <p>*La collectivisation dans un cadre de guerre civile, de sous-nutrition, d'épidémies et de disparition de la monnaie provoque des révoltes aussi bien chez les paysans que chez les ouvriers</p> <p>*Pour apaiser ces tensions, Lénine impose une pause tactique dans la collectivisation en faisant adopter en 1921 la NEP (nouvelle politique économique) qui perdurera jusqu'à l'arrivée de Staline au pouvoir en 1928. Cette NEP rend une certaine liberté à quelques acteurs clés de l'économie russe : les paysans (ils peuvent désormais commercialiser les excédents de production sur les marchés kolkhoziens et ainsi s'enrichir : ces paysans riches sont appelés koulaks), les petits entrepreneurs (autorisation des entreprises privées de moins de 10 ouvriers) et les nepmen (petits commerçants qui se chargent de redistribuer les productions des petites entreprises rurales dans les centres urbains.</p> <p>*Cette politique permet de rétablir un certain niveau de vie et une</p>	<p>« De la Seconde Guerre mondiale aux années 1960 »</p> <p>*Galvanisées par la victoire lors de la WW2, les autorités font de la planification un instrument de mobilisation des masses qui va produire d'excellents résultats en termes économiques (gains de productivité analogues à ceux de la Corée du Sud ou de Taiwan et supérieurs à bien des pays occidentaux ; forte croissance, devient leader mondial dans de nombreuses productions industrielles) et sociaux (état sanitaire et espérance de vie des populations comparables à ceux des pays les plus avancés)</p>	<p>*A partir de 1960, la croissance de la productivité du travail ralentit ce qui interdit à l'URSS, malgré les exhortations de Kroutchev, d'espérer rattraper en vingt ans le niveau de vie des occidentaux.</p> <p>*Ce ralentissement des gains de productivité et de la croissance s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un épuisement de la croissance extensive ;</li> <li>- une planification qui néglige l'entretien du capital productif existant ;</li> <li>- une incapacité à maintenir dans la durée, alors que le régime se bureaucratise, une mobilisation des masses en termes d'engagement au travail ;</li> <li>- un système économique centralisé et vertical qui n'est pas favorable à l'innovation</li> </ul> <p>*En dépit de réformes dans les années 1970 visant à mettre fin à la ponction exercée par le secteur industriel sur le secteur agricole, la production agricole ne décolle pas et oblige l'URSS à importer de manière croissante des produits agricoles</p> <p>*Le fonctionnement bureaucratique et</p>	<p>*Un an après sa nomination à la tête du Parti communiste de l'URSS, M. Gorbatchev lance un vaste programme de restructurations économiques : la Perestroïka qui correspond à une inclination à libéraliser (à l'interne et à l'externe) l'économie de façon progressive.</p> <p>*En 1986-1987, les entreprises d'Etat peuvent désormais s'affranchir des contraintes du plan. Le monopole d'Etat sur le commerce extérieur est aboli et les entreprises obtiennent l'autorisation de fonder des entreprises conjointes entre sociétés soviétiques et étrangères.</p> <p>*En 1988, ce sont les coopératives privées qui peuvent désormais s'affranchir du plan et réaliser ainsi des opérations économiques de manière autonome. Elles ont également la possibilité d'exercer des opérations économiques.</p> <p>*Ces mesures de libéralisation ne produisent cependant pas les effets attendus parce que les tenants de l'ancien régime s'affairent à limiter sur le</p>

<p>reprise de la production. Mais ces mesures engendrent de vifs débats au sein du parti communiste, qui s'intensifient en 1924 après la mort de Lénine, entre les tenants d'un retour rapide au socialisme (Trotski) et les partisans d'une progression plus graduelle vers la collectivisation (Boukharine). De la bataille de succession émerge, en 1928, Staline qui tranche en faveur d'une socialisation accélérée de l'économie.</p> <p>*La planification d'avant guerre privilégie l'industrie à l'agriculture. Le plan exerce une fonction de mobilisation collective (Stakhanovisme : culte rendu aux records de production). La croissance de l'industrie lourde est très forte mais revêt un prix très élevé pour la population russe (contrôle et coercition des ouvriers et surtout des paysans ; faible niveau de consommation pour financer l'accumulation de capital, rationnement des villes, faible production agricole, disette...)</p>	<p>centralisé de l'URSS ne permet pas de diversifier et de sophistiquer les biens et services au même niveau que l'Ouest. Pour limiter l'écart technologique avec l'ouest, l'URSS est obligée d'importer ces produits qu'elle n'est pas capable de produire ce qui induit un déficit commercial qui est comblée par les exportations d'hydrocarbures. Le contre-choc pétrolier impulse alors un dérapage du solde commercial qui oblige l'URSS à s'endetter dans les années 1980.</p> <p>*En 1980, l'URSS est donc dépendante de l'Ouest à la fois sur les plans financier, commercial et technologique. *Ces dépendances multiples sont la manifestation des blocages de la planification.</p>	<p>terrain l'effectivité des réformes mais aussi parce que certains cadres de l'administration (les apparatchiks) voient dans le développement de coopératives privées le moyen de s'enrichir. Du fait de la politique de transparence (Glasnost), ces scandales deviennent publics et jettent l'opprobre sur cette nouvelle coordination, opprobre qui est renforcée par la spéculation sur la pénurie et la pratique de prix prohibitifs des coopératives privées.</p> <p>*Certaines républiques de l'URSS mettent en oeuvre des mesures protectionnistes pour éviter les pénuries, ce qui précipite la décomposition politique et économique de l'URSS.</p>
---	---	--

Document – 1992-1998, l'ouverture à la russe : thérapie de choc, monétarisme et transition systémique

Durant l'agonie politique de l'URSS (septembre – décembre 1991), les autorités de la Russie, sous la présidence de Boris Eltsine, élaborent un programme de réformes économiques destiné à remédier aux carences de la défunte Perestroïka. L'auteur de ce programme est Egor Gaïdar, qui deviendra Premier ministre de la nouvelle Fédération de Russie, devenue indépendante fin 1991. Son programme s'inspire du modèle de « thérapie de choc », appliqué en Pologne deux ans auparavant sous l'égide du FMI pour dégager le plus rapidement possible l'économie du système de la planification centralisée. Les politiques de « transition systémique », qui visent à assurer le passage d'une économie planifiée à un système économique reposant sur le marché, reposent sur trois piliers : libéralisation, stabilisation et restructuration.

La libéralisation des activités économiques permet de décentraliser la prise de décision économique au niveau des acteurs privés eux-mêmes : les décisions de création d'entreprise, d'investissement, d'innovation ou la détermination des prix ne doivent plus être entravées par des règles administratives mais doivent découler d'un calcul économique réalisé par l'entreprise ou le consommateur.

La stabilisation consiste à limiter les risques d'inflation en rigidifiant la contrainte budgétaire des agents : la banque centrale, chargée de l'émission de la monnaie nationale, ne doit s'occuper que de maintenir la croissance des prix à un niveau faible et prévisible par les agents, compatible avec la stabilité du taux de change vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux. Dans le même objectif, l'Etat doit réduire son déficit budgétaire (et son endettement) et éviter de distribuer trop de pouvoir d'achat dans l'économie, ce qui serait susceptible de créer soit un déséquilibre extérieur, soit de l'inflation, soit les deux à la fois.

La restructuration découle de la modification des droits de propriété dans l'économie. L'héritage soviétique en la matière est celui de la propriété collective des moyens de production : l'Etat, représentant la communauté des citoyens soviétiques, les collectivités locales ou les collectifs d'ouvriers possèdent les entreprises, les immeubles ou les terrains. La restructuration vise à remplacer cette forme de propriété, réputée produire peu d'incitations à l'accroissement de l'efficacité de la production, par la propriété privée qui doit stimuler l'initiative et le soin apporté à leurs actifs par les individus. Ce mouvement doit être réalisé par des privatisations. Dans le cas où les organismes ne peuvent pas être privatisés, leur fonctionnement doit être revu et corrigé et leur financement reposer sur une fiscalité repensée. Dans le même temps, le système de protection sociale hérité doit être modifié pour s'adapter aux nouveaux risques sociaux liés à une économie de marché (le chômage, par exemple) et transformer ses modes de financement par la redéfinition des cotisations et prestations sociales. Ces trois piliers sont indissociables les uns des autres : leur cohérence permet de maintenir à la fois la soutenabilité économique (amélioration de l'efficacité économique par augmentation de la productivité globale), la soutenabilité financière (contrôle de l'inflation et des comptes publics) et la soutenabilité politique (constitution d'une masse critique de citoyens favorables aux réformes car bénéficiaires nets des changements) dans un cadre démocratique

La particularité de la « thérapie de choc » réside dans la manière de mettre en œuvre les trois volets de la politique de transition systémique : il n'est pas question de séquencer les réformes en fonction de l'état de l'existant, des priorités politiques ou d'une trajectoire particulière que l'on souhaite suivre à l'avenir. Pour Egor Gaïdar comme pour Stanley Fisher, numéro deux du FMI, il s'agit d'aller aussi vite, aussi loin que possible dans tous les domaines à la fois. C'est l'idée du « Big Bang », ou thérapie de choc : « on ne saute pas en deux fois au-dessus du précipice ».

L'entrée en fonction du gouvernement Gaïdar met en application cette approche : dans les quinze premiers jours de 1992, la liberté d'entreprendre et de commercer est établie sur tout le territoire de la Russie, 90 % des prix de détails et 80 % des prix de gros sont totalement libérés, la Russie est proclamée ouverte aux capitaux étrangers et tous les droits de douane sur les importations sont supprimés. L'objectif de déficit public pour l'année est fixé à 1 % du PIB, la TVA et l'impôt sur les sociétés sont introduits.

Mais la libération brutale des prix entraîne immédiatement comme en Pologne deux ans auparavant, une inflation ouverte. Elle atteint 250 % pour le seul mois de janvier, laminant le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et annihilant l'épargne des ménages. Confronté aux réactions hostiles de la société et du parlement et devant le refus des autorités locales d'appliquer les mesures prises, le gouvernement est obligé de revenir en urgence sur certaines décisions : le taux de TVA est abaissé, certains prix sont gelés, les droits de douane sont rétablis. Pour enrayer la fuite massive des capitaux hors de Russie (...), le contrôle des changes est réactivé. Devant les difficultés qui s'accroissent, le gouvernement fait appel au FMI pour soutenir un deuxième plan, adopté en avril 1992 par la Douma. En contrepartie d'un prêt de 40 milliards de dollars sur quatre ans, la Russie s'engage à réduire à néant en moins de neuf mois le déficit budgétaire, à ramener de 250 à 2 % le taux d'inflation mensuel, à unifier les multiples taux de change du rouble avant août et à progresser de manière significative vers sa libre convertibilité, à diminuer de 15 % le nombre de fonctionnaires et à cesser de subventionner les entreprises publiques déficitaires.

Pourtant, à la fin de l'année 1992, seule l'unification des taux de change du rouble est devenue réalité. Les premiers textes donnant les moyens juridiques d'appliquer les droits de douanes sur les importations ne sont promulgués qu'en novembre 1992, soit six mois après l'introduction desdits droits. Les importations des produits de première nécessité (céréales, produits pharmaceutiques et certains biens d'équipement professionnels), centralisées par l'Etat et largement subventionnées, se poursuivent à un rythme élevé. Elles pèsent jusqu'à 15 % du PNB russe en 1992, puis encore 2,3 % en 1993. Dans le même temps, la Douma s'oppose ouvertement à l'exécutif en votant 450 milliards de roubles de subventions ou d'allègement fiscaux non prévus par l'accord avec le FMI. La banque centrale, qui est contrôlée par le parlement, poursuit de son côté une politique monétaire expansionniste destinée à contrecarrer la baisse des subventions du gouvernement à l'économie.

C'est toute l'économie russe qui a dévié en 1992. Dans chacune de ses dimensions, sa trajectoire est désormais très éloignée des objectifs initiaux de la thérapie de choc. Elle s'est engluée dans l'inflation ouverte (2500 %) et la dépression (la chute du PIB atteint 15 à 20 % suivant les sources). Aucune solution n'a spontanément émergé de la déstructuration de la production et des échanges qui affectent l'ensemble du

territoire. Au contraire, on constate la montée des arriérés de paiement, de l'évasion fiscale, du troc inter-entreprises et un repli généralisé des ménages sur l'autoconsommation. En outre, le soutien politique fait désormais défaut aux « réformes hardies » : les conditions de vie de la population se sont dégradées et le Président Eltsine, pour sauvegarder son crédit, doit se séparer de son Premier ministre Egor Gaïdar, dont le profil de diplômé de l'université américaine de Harvard n'est plus très porteur politiquement. Il le remplace par Victor Tchernomyrdine, ancien apparatchik du complexe gazier, qui restera en poste plus de cinq ans.

Les deux années qui suivent la déflagration initiale sont celles d'un enlisement relatif des réformes. Les conflits politiques prennent une tournure violente (assaut du Parlement par l'armée régulière, montée des séparatismes et première guerre de Tchétchénie) qui ne laissent pas de place pour la construction de stratégies économiques de long terme. Sur le plan des relations économiques extérieures, la Russie, qui en 1993 a déposé sa candidature pour intégrer le GATT, s'efforce de construire son système douanier, mais ne parvient pas à résorber les faillites, les fraudes et la corruption qui minent son efficacité : pour l'année 1993, les importations soumises à tarifs ne représentent pas 6 % du total, 94 % en sont exemptées. L'année suivante, alors que les tarifs douaniers moyens sont de 12 %, les tarifs calculés en divisant le montant des importations par les recettes douanières sont de 6 %, ce qui suggère encore un manque à gagner fiscal de 50 % sur les valeurs déclarées, sans compter les échanges réalisés en contrebande.

Mais le problème le plus sérieux posé par les relations économiques extérieures provient de l'absence de crédibilité du rouble. La manifestation de cette faiblesse est la dollarisation rapide de l'économie russe, rendue possible par une convertibilité quasi-complète pour les transactions courantes depuis juillet 1993. A la dollarisation, s'ajoute la fuite des capitaux, qui dépasse 10 milliards de dollars par an entre 1992 et 1995 et affaiblit le système financier tout entier. L'instabilité monétaire est aussi alimentée par le comportement spéculatif des banques russes, qui empruntent en dollars pour prêter en roubles, empochant à échéance des opérations une plus-value issue du différentiel de taux d'intérêt et de l'évolution du taux de change réel entre les deux monnaies.

La politique conjoncturelle se durcit à nouveau après le « mardi noir » (11 octobre 1994) durant lequel le rouble perd brutalement 20 % de sa valeur face au dollar. A la suite de cette crise, le gouvernement renoue avec le FMI. Celui-ci approuve un plan qui concentre désormais les efforts sur la stabilisation monétaire tout en relançant les privatisations des entreprises industrielles les plus lucratives, qui opèrent dans le secteur des matières premières. La politique adoptée à partir de 1995 est d'inspiration monétariste. Elle consiste à rendre le rouble totalement convertible en devises, y compris, pour les opérations en capital, qui sont les plus spéculatives, tout en fixant des limites aux variations de son cours vis-à-vis du dollar (« l'ancrage nominal glissant »). Elle met fin au financement monétaire du déficit budgétaire, obligeant l'Etat à réduire son déficit et à recourir à l'emprunt pour le financer. Elle ouvre la possibilité aux non-résidents de souscrire aux obligations d'Etat à court terme, ce qui revient à connecter directement les financements publics aux mouvements internationaux de capitaux à court terme. En somme, elle donne priorité absolue aux indicateurs monétaires et financiers (taux de change, taux d'inflation, et taux d'intérêt) sur tous les autres dans la conduite de la transition. Les commentaires des organisations internationales encouragent cette vision des réformes en écartant les questions socio-économiques de leur champ d'analyse. Ainsi que l'indique l'ancien vice-Premier ministre Boris Fedorov, « les faillites et le chômage ne seront pas le problème majeur en Russie. Le problème majeur sera de savoir si les politiques sont assez fermes pour accélérer l'ajustement de l'économie ». Une telle approche est relayée par l'OCDE, qui considère l'aggravation des indicateurs de la situation sociale et sanitaire de la population russe durant les deux premières années de réformes comme un « effet secondaire de la transition », poursuivant : « la suppression des files d'attente compense l'impression de baisse du niveau de vie ».

Pour surveiller la mise en œuvre de cette politique de stabilisation, le FMI instaure un système de reporting mensuel sans précédent pour un pays comme la Russie. Les résultats enregistrés en 1996-1997 sont proches des objectifs fixés : le couloir monétaire encadrant le rouble, devenu effectif en juillet 1995, met fin à l'instabilité de la période précédente. Les taux d'intérêt réels deviennent positifs, engageant l'économie sur la voie d'une réduction de l'inflation. Les efforts du gouvernement pour réduire le déficit budgétaire sont salués, même s'ils sont considérés comme insuffisants. En 1997, même la chute du PIB paraît enrayerée, la consommation étant soutenue par une partie des ménages urbains.

Mais dans le même temps d'autres signaux suggèrent une réalité plus instable :

- Face à la raréfaction de l'offre de monnaie, des substituts monétaires se multiplient dans les régions, organisant une « économie de la survie » bloquée sur les échanges locaux. Le troc inter-entreprises perdure, les impayés également, ainsi que le chômage caché : les entreprises conservent dans leurs effectifs une main d'œuvre surnuméraire pour ne pas la priver d'accès aux éléments de protection sociale qui restent gérés par elle.
- L'augmentation du taux de change réel du rouble érode la compétitivité des entreprises russes et facilite la croissance des importations. Celle-ci est tirée par la consommation des grands centres urbains où vivent les principaux bénéficiaires des réformes (travaillant dans la finance, l'import-export à grande échelle et les secteurs de l'énergie et des matières premières). A partir de 1996, la croissance des importations n'est plus compensée par celle des exportations : constituées à 70 % de matières premières, elles dépendent largement de l'évolution des prix des hydrocarbures. Or ceux-ci enregistrent une baisse continue à partir de la fin 1996. L'excédent commercial, qui était le seul indicateur régulièrement positif enregistré par la Russie depuis 1993, commence alors à décliner sous l'effet conjugués de la hausse des importations et du ralentissement des exportations, ce qui menace à terme la crédibilité du couloir monétaire du rouble.
- Confronté à une collecte fiscale défaillante, le gouvernement tente à la fois de réduire ses dépenses par le mécanisme des « séquestrations budgétaires » et de trouver des financements par le recours à l'emprunt. Celui-ci prend la forme de l'émission des GKO, obligations d'Etat à court terme, sur les marchés financiers ouverts aux non-résidents. Les séquestrations budgétaires ne sont rien d'autre que des impayés que l'Etat impose à ses fournisseurs, devenant ainsi le premier responsable des défauts de paiement du pays. De son côté, l'émission de GKO libellés en dollars expose l'Etat au risque de change : dans l'éventualité d'une dévaluation du rouble, le poids de la dette à court terme deviendrait insupportable pour les finances publiques. En outre, ce mode de financement génère un surcoût pour l'ensemble de l'économie russe : pour attirer les capitaux, l'Etat est obligé de proposer des taux d'intérêt réels élevés (plus de 12 % en fin de période), ce qui décourage les investissements productifs privés et retarde la modernisation de l'économie.

Courant 1998, deux phénomènes se conjuguent pour précipiter la crise : d'une part, les conséquences de la crise asiatique, qui conduisent les investisseurs à retirer une partie de leurs capitaux de Russie pour couvrir les pertes enregistrées sur d'autres marchés émergents ; d'autre part, la dégradation de la balance des transactions courantes de la Russie, qui affiche pour la première fois en février un déficit commercial. Au début de l'été, les retraits de capitaux se précipitent et l'Etat est forcé d'en appeler au concours du FMI pour tenter d'apaiser les marchés. Mais un mois plus tard, une nouvelle vague de retraits de capitaux a raison de la capacité de résistance des autorités russes : le 17 août 1998, le gouvernement abandonne le régime de change semi-flexible du rouble, suspend le service des GKO et déclare un moratoire unilatéral sur sa dette souveraine.

Le bilan économique et social des années 1990 est lourd en Russie :

- Sur le plan financier, le rouble est une nouvelle fois dévalué, ce qui appauvrit l'économie russe vis-à-vis du reste du monde. Le crédit international de la Russie est compromis pour longtemps par le défaut partiel prononcé sur sa dette souveraine. La dévaluation ouvre une nouvelle période d'instabilité monétaire avec un regain de l'inflation.
- Sur le plan politique, les dirigeants se sont discrédités aux yeux de la population par leur acceptation docile des réformes économiques imposées par les puissances occidentales, qui n'ont pas été capable de sortir le pays de l'impasse mais semblent au contraire avoir accentué son déclin et sa crise.
- Sur le plan économique, la Russie a perdu 40 % de son PIB, soit une chute plus lourde que durant la « Grande dépression » des années 1930 pour les économies occidentales ; l'investissement s'est effondré de 80 %, ce qui accentue l'arriération technologique et le manque d'infrastructures du pays, déjà problématiques du temps de l'URSS.
- Sur le plan social, la transition systémique a profondément détérioré les conditions de vie. Le PIB par tête a chuté de près de 40 % depuis le début des réformes. Dans le même temps, le niveau des inégalités de revenus, mesuré par l'indice de Gini, a augmenté de 46 % ce qui suggère que la chute du revenu des plus pauvres a été particulièrement lourde. Quelques chiffres montrent l'étendue du stress subi par la population durant ces années : entre 1992 et 1994, le nombre d'homicides a été multiplié par deux, celui des suicides s'est accru de 43 %, celui des décès dus à l'alcool de 183 %. En 1994, près d'un tiers de

la population perçoit un revenu inférieur au minimum de subsistance, tel que défini par les autorités russes. En quatre ans, l'espérance de vie à la naissance a perdu cinq ans, six ans pour les hommes, pour lesquels elle passe de 63,5 à 57,6 ans. Avec l'effondrement de sa natalité, la Russie subit désormais une véritable saignée démographique, sa population perdant chaque année 800 000 personnes.

Quelques précisions sont toutefois nécessaires pour mieux comprendre les statistiques sur l'état de la société russe. La plupart d'entre-elles indiquent une aggravation brutale de la situation durant les deux premières années – celles de la thérapie de choc avortée –, suivie d'une forme de stabilisation. A partir de 1994, le pourcentage de personnes situées sous le minimum de subsistance diminue et l'espérance de vie à la naissance s'accroît. Il faut également expliquer pourquoi on observe une relative résistance de la consommation des ménages (-7 % en huit ans) alors que le PIB par tête s'effondre de 40 %. L'une des explications tient au fait que les citoyens russes ont bénéficié de la privatisation gratuite de leur logement, ce qui limite le nombre de ménages dont les revenus sont grevés d'un loyer ou du paiement d'un intérêt sur un emprunt immobilier. La plupart des 53 millions de ménages russes possèdent en outre un lopin de terre individuel (40 millions actuellement recensés) sur lequel ils cultivent des fruits et des légumes qui alimentent leur consommation courante. Par ailleurs, les actifs cumulent souvent plusieurs revenus d'activité, dont certains, non déclarés, échappent aux enquêtes statistiques. Enfin, les charges d'électricité, de chauffage et de transports collectifs sont faibles. Le pouvoir d'achat réel des ménages est donc supérieur à ce que suggèrent les statistiques officielles, ce qui se traduit par un déclin peu marqué des dépenses de consommation.

Julien Vercueil, *Les pays émergents Brésil – Russie – Inde – Chine*, Bréal, 2011

#### Synthèse – La Russie : de la thérapie de choc à la crise de 1998

1992 « Thérapie de choc » inspirée des idées du FMI Les différents volets de la transition systémique sont activés en profondeur simultanément	1992-1995 L'enlèvement des réformes et le marasme économique	1995-1998 L'application des recommandations du FMI et la crise de 1998
<b>Mesures de libéralisation interne :</b>	<b>Pourquoi le gouvernement est-il obligé de revenir sur certaines mesures de la « thérapie de choc » ?</b> *Forte inflation qui réduit le pouvoir d'achat des ménages et qui oblige le gouvernement à baisser la TVA mais aussi à geler certains prix	<b>Quelles sont les nouvelles recommandations du FMI qui sont mises en oeuvre par le gouvernement à partir de 1995 ?</b> *Libre convertibilité du rouble ; *Privatisations des entreprises opérant dans le secteur des matières premières ;
<b>Mesures de libéralisation externe :</b>	*L'inflation fait fuir les capitaux et oblige le gouvernement à réactiver le contrôle des changes. *Le creusement rapide du déficit commercial incite à restaurer les droits de douane.	*Fin du financement monétaire du déficit budgétaire => oblige l'Etat à réduire son déficit et limite l'inflation ; *Le financement du déficit budgétaire par des capitaux étrangers est désormais possible grâce à l'émission d'obligations d'Etat à court terme
<b>Mesure de restructuration :</b>	<b>Quelle est la conséquence sur la production de la transition systémique ?</b> *Dépression (chute du PIB de 15 à 20 %)	<b>Quels en sont les résultats positifs ?</b> *L'inflation diminue fortement ; *Les déficits budgétaires également. *La chute du PIB est enrayerée.
<b>Mesure de stabilisation :</b>	<b>Quelles sont les recommandations du FMI ?</b> *Stabilisation budgétaire et monétaire ; *Assurer la libre convertibilité du rouble	<b>Quelles en sont les conséquences négatives ?</b>

	<p><b>La Russie applique-t-elle les réformes proposées ? Pourquoi ?</b></p> <p>*Les propositions ne sont pas appliquées parce que le Parlement s'oppose à l'exécutif en votant des subventions et en assouplissant la politique monétaire =&gt; très forte inflation.</p> <p>*Difficulté à lever des ressources fiscales du fait des fraudes et de la corruption.</p>	<p>*hausse de la pauvreté et développement des inégalités ;</p> <p>*La hausse du taux de change dégrade la compétitivité de l'économie russe et détériore sa balance commerciale</p> <p>*Le gouvernement est fortement exposé au risque de change à travers l'émission d'obligation de court terme en dollar, ce qui se paie par des taux d'intérêt plus élevés qui sont imposés à l'économie et retarde sa modernisation</p> <p>*Les capitaux sont plus mobiles</p> <p><b>En quoi les mesures préconisées par le FMI ont-elles contribué à la crise russe de 1998 ?</b></p> <p>Ces mesures ont rendu les capitaux beaucoup plus mobiles. La crise asiatique obligent des investisseurs à retirer leurs capitaux de Russie pour couvrir les pertes subies dans le SE asiatique. Cette crise asiatique accroît également l'aversion au risque des investisseurs qui retirent leurs capitaux de Russie.</p> <p>Dans le même temps, la perte de compétitivité de l'économie russe couplée à la baisse du prix du pétrole débouche sur un déficit commercial et donc un besoin de financement. Il en découle une crise de balance des paiements qui oblige la Russie à dévaluer le rouble et à faire défaut sur sa dette.</p>
<p align="center"><b>Bilan de la période 1992-1998 pour la Russie</b></p> <p><b>Au niveau économique :</b> *perte de 40 % de PIB, *chute de l'investissement, *arriération technologique, *manque d'infrastructures, *baisse de la crédibilité financière de l'Etat russe ; *dévaluation qui appauvrit l'économie russe vis-à-vis du reste du monde</p> <p><b>Au niveau social :</b> *Chute du PIB/hab, *hausse des inégalités, *hausse de la pauvreté, *baisse de l'espérance de vie, *hausse des violences...</p>		

**Document – 1999-2009 : l'émergence de la Russie par le pétrole (Version longue)**

Laissé moribonde et discréditée par le défaut de 1998, l'économie russe va rebondir de manière remarquable durant les mois suivants. Le premier moteur de la reprise est la dévaluation : le décrochage du rouble profite à l'industrie nationale – notamment l'industrie légère – qui, n'ayant pas licencié, peut rapidement substituer sa production aux importations en réactivant les capacités de production mises en sommeil et en rappelant la main d'oeuvre sous-employée. La contraction des importations, qui atteint 40 en rythme annuel, explique l'augmentation de l'excédent commercial enregistré en 1999.

Dans un deuxième temps, le prix du pétrole, qui atteint en mars 1999 son niveau plancher, reprend sa croissance à un rythme qui détermine celui des exportations. En moyenne, la hausse des recettes d'exportation enregistrées par la Russie entre 1999 et 2008 est de près de 25 % par an. L'excédent commercial, qui en 1998, s'établissait à moins de 10 milliards de dollars en rythme annuel avant la dévaluation, atteint 40 milliards l'année suivante. Il poursuit son envol par la suite pour dépasser 200 milliards en 2008. Les conditions institutionnelles et politiques changent également. En quelques années, les dirigeants des années 1990 sont remplacés par une nouvelle génération. Dans un premier temps, Evgueni Primakov est désigné Premier ministre pour incarner le compromis de crise trouvé entre la *Douma* et le président. A l'été 1999, il est remplacé par Vladimir Poutine, qui devient en janvier 2000 Président par intérim puis remporte les élections présidentielles. Parvenu au pouvoir par la grâce à Boris Eltsine, celui-ci se dégage rapidement de son héritage controversé : il entend au contraire incarner la stabilisation des institutions, l'identité retrouvée de la Russie et un certain retour à l'ordre. Son pouvoir se renforce et se personnalise progressivement, sans que son crédit politique auprès de la population en soit entamé. Les mesures qu'il prend sont justifiées officiellement par la nécessité de renouer avec les vertus perdues de la Russie. Les « oligarques », grands patrons dont les fortunes se sont constituées à la faveur des privatisations controversées du secteur des matières premières dans les années 1995-1997, sont remis au pas. Ceux qui, tel Mikhaïl Khordokhovski, persistent à ignorer les directives présidentielles sont emprisonnés pour fraude fiscale et leurs biens nationalisés. Vis à vis de l'extérieur, le comportement du nouveau pouvoir russe tranche aussi avec le passé immédiat : Vladimir Poutine utilise la manne pétrolière pour se dégager de l'emprise des créanciers occidentaux en remboursant par anticipation les échéances de la dette extérieure. La Russie passe ainsi en quelques années du statut d'Etat surendetté à la fiabilité douteuse à celui de partenaire financier, respectable et courtois. Dans le même temps, sa politique d'ouverture économique et commerciale cultive une certaine ambiguïté : sur bien des aspects, la position des autorités vis-à-vis des investisseurs étrangers se durcit – notamment à l'égard des grandes compagnies pétrolières qui avaient bénéficié des largesses de la période Eltsine –, mais en même temps, de nouveaux investisseurs – étrangers ou russes fraîchement expatriés à Chypre – continuent de se presser en Russie, attirée par une économie dont le taux de croissance dépasse régulièrement 7 %. Les autorités russes continuent de souffler alternativement le chaud et le froid sur l'accession de leur pays à l'OMC, tout en poursuivant l'harmonisation de leur cadre juridique avec les normes internationalement reconnues en matière de concurrence, de droit de propriété et d'investissement. Les marchés boursiers et le secteur financier connaissent une progression sans précédent tandis que le taux de change du rouble, soutenu par des excédents commerciaux records, enregistre une appréciation réelle modérée. Toutefois, le pétrole, qui a largement contribué à sortir la Russie de l'ornière ne serait-il pas en train de se muer en un fardeau pour la modernisation future de son économie ? Contribuant à une part disproportionnée du PIB, des exportations, des flux entrants de devises, des profits, des recettes fiscales et de l'investissement de l'économie russe, le secteur des hydrocarbures aspire en retour une grande partie des ressources de l'économie (en compétences, financements et infrastructures), laissant peu de place au développement d'autres industries. Très concentré, fortement capitalistique et relativement peu technologique, le secteur n'exerce que des effets d'entraînement limités sur le reste de l'économie. Au contraire en provoquant un afflux massif de devises, il contribue à surévaluer le taux de change du rouble, ce qui limite la compétitivité internationale du reste de l'économie russe et les possibilités de développer d'autres secteurs à l'international. Ce phénomène qualifié de maladie hollandaise depuis sa découverte au début des années 1960 aux Pays-Bas (suite à la mise en exploitation d'un important gisement gazier off shore qui s'était alors traduit par une désindustrialisation progressive de l'économie hollandaise), est préjudiciable à l'amélioration du potentiel à long terme de l'économie russe : la croissance bénéficié certes à court terme de la manne pétrolière mais celle-ci reste mal redistribuée, malgré la reprise en main du secteur par l'Etat au début des années 2000 et la stérilisation d'une partie des flux de devises par la constitution de fonds de réserve publics. La crise de 2008-2009 a rappelé aux autorités russes cette vulnérabilité de leur économie : celle-ci est, parmi les BRIC, celle qui aura le plus souffert de la contraction mondiale des échanges, parce que son système bancaire plus largement connecté, plus largement connecté aux évolutions financières du reste du monde que ceux des autres BRIC, a davantage subi et répercuté le « *credit crunch* » mondial, mais aussi parce que, comme à la fin des années 1990, la plongée des cours des matières premières a entraîné celle des exportations russes et que certaines industries se sont révélées fortement exposées au risque de change. Contrairement au Brésil, à la Chine et, dans une certaine mesure, à l'Inde, la Russie n'a jusqu'ici pas été capable de s'intégrer de manière

diversifiée à l'économie mondiale, ni d'appuyer suffisamment son développement sur le marché intérieur. Elle en a subi le contrecoup durant la crise, même si son redressement est intervenu rapidement par la suite. Ses autorités tentent aujourd'hui de créer les conditions d'une véritable diversification de l'économie mondiale.

Julien Vercueil, *Les pays émergents Brésil – Russie – Inde – Chine*, Bréal, 2011

#### Synthèse – 1999-2009 : l'émergence de la Russie par le pétrole

Description de la stratégie d'émergence russe à partir de 1999	Effet pervers de la stratégie de développement russe
<p><u>Sur le plan externe</u></p> <p>*Dévaluation du rouble restaure la compétitivité de l'industrie légère russe + nouvelle hausse du prix du pétrole à partir de 2000 =&gt; excédent commercial russe.</p> <p>*Poutine utilise cette manne pétrolière pour rembourser par anticipation la dette extérieure du pays =&gt; indépendance et respectabilité financière</p> <p>*Ouverture économique et commerciale ambiguë : durcissement de la politique russe vis à vis des IDE des FTN de l'énergie mais en même temps ouverture à d'autres investisseurs attirés par la forte croissance et rapprochement du cadre institutionnel russe des affaires des standards (objectif d'adhésion à l'OMC actée en 2012)</p> <p><u>Sur le plan interne</u></p> <p>*Mise au pas des oligarques</p> <p>*Politique d'ordre</p> <p>*Pouvoir personnalisé et autoritaire</p>	<p><u>Malédiction des matières premières (maladie hollandaise)</u></p> <p>Le pétrole empêche le développement industriel du reste de l'économie et donc sa diversification parce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le secteur des hydrocarbures absorbe une grosse partie des ressources humaines, technologiques, financières russes ; ces dernières ne sont pas disponibles pour les autres secteurs ;</li> <li>- le secteur des hydrocarbures n'exerce que peu d'effet d'entraînement sur le reste de l'économie russe ;</li> <li>- la rente pétrolière entretient le dualisme de l'économie parce que les devises permettent l'instauration d'habitudes de consommation occidentales qui sont satisfaites par des importations et pas par l'agriculture et l'industrie autochtone ; si la rente baisse du fait d'une baisse du prix du pétrole, le pays doit s'endetter pour continuer à consommer ;</li> <li>- les excédents générés par le secteur des hydrocarbures tendent à surévaluer le cours du rouble ce qui dégrade la compétitivité prix des produits industriels russes et contribue à la désindustrialisation ;</li> <li>- la rente pétrolière, fluctuante, perturbe la gestion des deniers publics qui subissent des coups d'accordéon inefficaces qui conduisent à l'endettement ;</li> <li>- la rente pétrolière favorise les comportements rentiers (utilisation des ressources pour s'approprier la rente) au détriment de comportements d'entrepreneurs productifs.</li> </ul>

#### LE BRÉSIL

##### Document – L'émergence du Brésil

Au cours de la décennie charnière 1985-1995, le Brésil connaît deux ruptures majeures : le renversement de la dictature militaire en 1985 et son remplacement par une démocratie qui s'avère solide et à l'épreuve du temps, permettant de consolider les bases institutionnelles de la croissance ; l'abandon des politiques de substitution aux importations adoptées dans les années 1960 et leur remplacement par une politique d'ouverture aux capitaux étrangers accompagnant la promotion des exportations. (...) En 1993, l'inflation annuelle atteint le niveau record de 2600%. Extraire le pays du piège de l'inflation galopante devient une pré-condition à toute

possibilité d'amélioration de la situation économie d'ensemble. Lancé en juillet 1994, le pan « real » vient à bout de huit ans de spirale inflationniste. (...) La réussite du plan real a été facilitée par d'autres mesures qui ont peu à peu modifié le visage de l'économie brésilienne : nombre d'entreprises publiques, considérées comme coûteuses et peu efficaces, ont été privatisées depuis le début des années 1990. Dans le même temps, l'économie nationale a été progressivement ouverte à la concurrence mondiale, tout en restant relativement protégée, en particulier par un niveau élevé de tarifs douaniers. (...) Au milieu des années 1990, l'économie brésilienne est devenue plus efficace (...). Le mouvement se poursuit après 1995 : sidérurgie, pétrochimie, transports collectifs, énergie, banque-finance et télécommunications sont les principaux secteurs concernés par les privatisations. Une soixantaine d'entreprises sont vendues, près de la moitié de leurs capitaux acquis par des investisseurs étrangers. (...) Les secteurs exportateurs se renforcent. (...) Le succès de la dernière décennie brésilienne doit beaucoup à la capacité qu'ont eu ses dirigeants à corriger au fur et à mesure les déséquilibres qui menacent en permanence les économies émergentes : des déséquilibres sociaux et des déséquilibres extérieurs. (...) Le Brésil incarne un mode d'émergence différent par bien des points de la « *promotion des exportations* » mise en pratique dans les quatre dragons d'Asie. Son décollage, amorcé dans les années 1970, a été interrompu par la crise de la dette des années 1980 et n'a pas pu reprendre qu'après la stabilisation institutionnelle et monétaire réalisée en 1994. La taille même du marché brésilien interdit de parler d'un décollage par les exportations dans les années 1990 : elle explique au contraire le caractère diversifié de la croissance économique brésilienne, qui a reposé à la fois sur l'apport de capitaux étrangers, le développement du marché intérieur et la conquête des marchés à l'export. Une similitude demeure toutefois entre les dragons et le Brésil : le rôle déterminant de la puissance publique dans la mise en place, la conduite et l'ajustement de la stratégie d'émergence retenue.

Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil – Russie – Inde – Chine... Mutations économiques et nouveaux défis*, Bréal, 2011

#### Synthèse : l'émergence du Brésil

1960-1985 « ISI et dictature militaire »	1985-1995 La consolidation des bases institutionnelles de la croissance : faire disparaître l'hyperinflation	1995-2010 Accentuation de l'ouverture internationale et lutte contre les déséquilibres
<p>*Développement fondé sur une <b>stratégie d'industrialisation par substitution aux importations</b>.</p> <p>*Stratégie de développement qui se traduit par de la croissance mais qui, dans le même temps, alimente les <b>déséquilibres extérieurs</b> (hausse du déficit commercial et de l'endettement) et les <b>déséquilibres sociaux</b> (stratégie qui nourrit et qui se nourrit des inégalités)</p> <p>*Dictature militaire (1964-1985)</p>	<p>*En 1985, la dictature militaire est renversée et remplacée par la <b>démocratie</b>.</p> <p>*Mise en œuvre de réformes inspirées des recommandations du FMI pour <b>lutter contre l'inflation</b> (2600 % en 1993) : - <b>Stabilisation macroéconomique</b> avec le plan real : mise en œuvre d'une nouvelle monnaie (le real) pour restaurer la confiance, limitation des déficits budgétaires, ancrage nominal du real sur le dollar</p> <p>- <b>Libéralisation interne</b> : privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques au début des années 1990</p> <p>- <b>Libéralisation externe</b> : Ouverture <u>progressive et prudente</u> (fort protectionnisme)</p>	<p><b>Libéralisation interne</b> : Poursuite du mouvement de privatisation des entreprises publiques</p> <p><b>Libéralisation externe</b> : *Hausse des IDE entrants qui permettent le financement des restructurations des entreprises et leur orientation à l'export =&gt; diversification du secteur exportateur</p> <p>*<u>Faible déréglementation financière</u> qui permet au Brésil de ne pas trop être affectée par la crise de 2008</p> <p>*<u>Non respect du droit international en termes de protection de la propriété intellectuelle</u> pour les médicaments (trithérapie contre le VIH) ;</p>

	tarifaire) de l'économie à la concurrence internationale ;	*Mise en place de politiques publiques volontaristes pour <u>lutter contre les inégalités économiques</u> (forte hausse du salaire minimum, redistribution sous formes d'allocations familiales, d'assurances chômage, de pension de retraite, de logement social) et <u>sociales</u> (développement du système de santé, assurance maladie
<p><b>Emergence du Brésil et Consensus de Washington</b> : La stratégie d'émergence du Brésil repose dans certaines mesures sur les recommandations du consensus de Washington (mesures de stabilisation et de libéralisation interne et externe) mais elle en diffère sur de nombreux points en ne respectant pas à la lettre les recommandations de ce consensus (éléments soulignés dans le tableau : ouverture commerciale prudente et progressive, faible dérégulation financière, lutte directe contre les inégalités économiques et sociales)</p>		
<p><b>Emergence du Brésil et émergence des dragons asiatiques :</b>  <b>Points communs</b> : rôle déterminant de la puissance publique dans la mise en place, la conduite et l'ajustement, au jour le jour, de la stratégie d'émergence retenue ; insertion dans l'économie mondiale  <b>Différences</b> : la croissance du Brésil n'est pas une croissance seulement extravertie ; elle est au contraire très diversifiée puisqu'elle repose à la fois sur le développement de son marché intérieur, sur la progression des exportations et sur l'apport de capitaux étrangers.</p>		
<p><b>Le Brésil en 2010 :</b>  *Un pays démocratique ;  *Une forte croissance économique de l'ordre de 5 % par an ;  *Un tissu économique exportateur diversifié ;  *Disparition du déséquilibre commercial grâce aux exportations diversifiées (aussi bien en termes de produits que de marchés) ;  *Accumulation de réserves de changes (supérieures à sa dette extérieure) qui en font un exportateur de capitaux : IDE sortants ;  *Diminution des inégalités économiques et sociales grâce aux politiques redistributives même si les inégalités demeurent à un niveau élevé.</p>		